

Laïcité : les religions tentent de parler d'une seule voix

Hier, la Conférence des responsables de culte a tenu sa première réunion, en insistant sur le rôle des religions dans la société laïque.

JEAN-MARIE GUÉNOIS

CULTES Créée il y a moins d'un an, la nouvelle Conférence des responsables de culte en France a tenu son premier rendez-vous public, hier au Sénat, à l'occasion d'un colloque sur le « vécu et les promesses de la laïcité dans le cadre de la loi de 1905 ». Jusque-là les six représentants des grandes religions en France s'étaient toujours rencontrés à date régulière mais à huis clos, loin des micros et des caméras de la presse. Exception faite en mars dernier, où ils avaient signé une tribune estimant que le « précieux acquis » de la laïcité ne pouvait être débattu par un « seul » parti politique.

Hier, en tout cas, tout ce qui compte en France de spécialistes universitaires, experts religieux ou hauts fonctionnaires concernés par la question de laïcité étaient au rendez-vous. Malgré un débat quelque peu confus, tant les dimensions politiques de laïcité sont multiples, la forte volonté d'unité

d'action des religions dans le paysage laïque français a été mise en évidence.

Toutes les religions - judaïsme, christianisme (catholique, protestant, orthodoxe), islam, bouddhisme - revendiquent ainsi une « *laïcité de bonne intelligence* ». Toutes se considèrent comme des « *forces positives* », en partant du présupposé que « *le facteur religieux est un élément de*

Les bouddhistes voudraient que la laïcité permette aux religions de mieux communiquer leur message « d'amour universel » à la société

paix et de progrès ». Et aucune n'aurait l'idée, comme l'a souligné le cardinal Vingt-Trois, de « *renverser* » la République ou de « *remettre en cause le cadre juridique* » existant. Mais des demandes particulières de-

meurent. Les plus incisifs, non dans l'esprit d'une réforme au sens strict de la loi, mais d'une « *adaptation* » de son application, notamment pour le financement des associations culturelles, demeurent les protestants. Les musulmans, eux aussi très concernés, redoutent « *l'instrumentalisation politique de l'islam* » alors que de nombreux dossiers concrets sont en négociation avec l'État.

Car ce qui est vraiment en cause, a noté M^{gr} Hyppolite Simon, représentant catholique, ce n'est pas la sphère privée mais « *l'espace public qui relève de la société civile, non étatique, où chacun, croyant ou non, peut apporter sa contribution* ». Peut-être jusqu'à des « *partenariats* » entre l'État et les religions, selon le représentant juif.

Les bouddhistes voudraient que la laïcité permette aux religions de mieux communiquer leur message « *d'amour universel* » à la société. Et pourquoi pas atteindre une sorte de « *symphonie* » entre l'État et les religions, selon la vision orthodoxe. ■